

ANNABA / CNEP

Financement d'acquisition
de logements entre
particuliers

Dans le but de contribuer à l'effort national en matière de construction et d'acquisition de logements pour particuliers, la CNEP-banque a organisé hier à l'hôtel Seybouse à Annaba, une journée d'information à laquelle ont assisté les nombreuses agences immobilières implantées dans la wilaya d'Annaba.

Le nouveau produit proposé par cette institution financière "Crédit achat d'un logement auprès d'un particulier" ne vise pas seulement les épargnants, mais aussi tous ceux qui justifient d'un revenu régulier et suffisant, permettant de faire face aux échéances de remboursement. L'apport personnel de l'acquéreur ne doit pas être inférieur à 10% du prix du logement, le reste, c'est-à-dire les 90%, est payé par la CNEP-banque. Le remboursement se fera au choix, par mois, trimestre, semestre ou par an avec un taux d'intérêt de 6% pour les épargnants et 7% pour les non-épargnants. Les dossiers pris en charge par l'agence immobilière ou par les particuliers eux-mêmes sont traités dans un délai de cinq jours au niveau de l'agence et si cela nécessite le transfert à la direction régionale cinq autres jours sont accordés. En tout cas, l'accord final ne peut excéder les 10 jours. Selon M. Messaoudi, directeur central du crédit aux particuliers, "par ce produit, la CNEP-banque vise le parc loge-



ments inoccupé qui est estimé à 1 000 000 d'unités pour faciliter l'acquisition par des particuliers et le financement des logements en construction. L'opération qui est lancée aujourd'hui à Annaba va être étendue aux wilayas limitrophes qui comptent 18 agences".

M. Naknak, directeur régional de la CNEP-banque, dira quant à lui que, dorénavant, il est possible d'avoir son logement en se prenant en charge pour peu qu'on arrive à économiser le montant nécessaire, c'est-à-dire l'apport personnel".

M. Rahmani

SKIKDA / OPÉRATION D'ASSISTANCE
AUX POPULATIONS DÉSENCLAVÉESLes autorités locales et
militaires à pied d'œuvre

Les opérations d'assistance et d'aide aux populations touchées lancées par les autorités locales et militaires dans le but également de désenclaver les régions devenues inaccessibles, particulièrement celles du massif de Collo, suite aux chutes de neige qui ont bloqué la circulation automobile, sont toujours en cours.

En effet, pas plus qu'avant-hier (lundi) les responsables locaux ont convié la presse à assister aux opérations d'acheminement des provisions, des médicaments, du gaz et du carburant au profit des habitants de Ouled-Attia. Nous apprenons de source sûre qu'il ne reste que 5 km à dégager du tronçon du CW 7 menant à H'djar Mefrouche et 4 km également au CW 132 menant à Ouled-Attia. Des couches de neige dont l'épaisseur aurait atteint par endroits jusqu'à 2 m ont rendu la tâche des secteurs venus à la rescousse des citoyens encore plus ardue.

La caserne de Taras de Ouled-Attia a épuisé son stock en médicaments pour assurer la couverture sanitaire dans cette région. Aux dernières informations, on nous signale la constitution de onze équipes mixtes (secteur sanitaire et Protection civile) médicales mobiles qui auront pour mission d'apporter les soins nécessaires aux personnes touchées, bien qu'on ne déplore aucun cas critique selon les dires des habitants

de Ouled-Attia, venus en renfort pour l'accueil du wali. Signalons que ces derniers se sont portés volontaires pour acheminer les denrées alimentaires et autres produits dont est dépourvue leur localité «Nous n'enregistrons aucun cas grave mais si cela persiste, la situation pourra s'empirer» insisteront-ils. Le commandement régional de

l'armée n'écarte pas l'éventualité de recourir aux moyens aériens, notamment l'hélicoptère, en guise de renforcement de ces opérations de sauvetage.

Nous apprenons que près de 21000 litres de gazole et 30260 bouteilles de gaz butane ont été distribués ainsi que deux camions pourvus de denrées alimentaires (semoule, farine, féculents...) par chaque commune concernée. Il y a lieu de souligner également qu'aucun décès n'est à déclarer pour cause d'intempéries, selon le wali.

Zaïd Zoheir

OUM-EL-BOUAGHI

Déficit flagrant dans la protection du consommateur

La Direction du commerce et des prix d'Oum-El-Bouaghi rencontre différents problèmes relatifs aux relations avec l'environnement, avec comme premier point négatif une coordination déficiente et un échange d'informations aléatoires avec la Direction de l'industrie et des mines, d'une part, ainsi que la Direction de la santé pour permettre un contrôle et une protection efficaces du consommateur, d'autre part.

Le deuxième point négatif est relatif à l'absence sur le terrain des associations professionnelles, de l'Union générale des commerçants et des artisans dans le cadre de la sensibilisation pour une meilleure organisation des activités commerciales. L'Association de la protection du consommateur n'a pas de son côté activé comme il se doit, selon nos sources. Tout comme

on doit noter, au passage, que le consommateur lui-même ne fait rien pour se protéger, il n'actionne pratiquement jamais la sonnette d'alarme et n'alerte jamais les services de contrôle des produits et des prix, même en cas d'achat d'un produit périmé par exemple, et cela malgré le fait qu'un numéro de téléphone le "119" ait été mis à la disposition des citoyens pour formuler leurs plaintes concernant tout ce qui a trait aux prix de produits affichés et à leur qualité.

D'autre part, les services de la direction du commerce et des prix, (DCP), manquent de personnel de contrôle du fait que les contrôleurs en fonction ne peuvent pas être au four et au moulin, travailler dans un bureau et puis sortir sur le terrain pour procéder à des contrôles n'est, certes pas,

facile à entreprendre, ce qui implique qu'il y a nécessité de recruter des aides-contrôleurs. Les mêmes services de contrôle ont des difficultés à se déplacer et à couvrir toute la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, à cause du manque de moyens de transport outre le fait qu'ils font parfois l'objet d'agressions.

Ce manque de protection à lui seul veut dire beaucoup de choses et nous éclaira sur sujet de toutes les anomalies relevées au niveau des activités commerciales, qui déséquilibrent dangereusement la vie socioéconomique puisque tous les problèmes qui surgissent se répercutent sur le consommateur et rendent la vie difficile à des centaines de familles en proie à une baisse perpétuelle du pouvoir d'achat.

Nasreddine Bakha

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Enseignement : installation
de la commission pédagogique
de wilaya

En référence à la circulaire ministérielle du 7 novembre 2004, une réunion a été tenue la journée du mardi au technicum du chef-lieu en présence de 62 membres de la commission pédagogique de wilaya. Dans son briefing d'ouverture, le DE avait insisté sur le rappel de l'ordre du jour qui portait, en plus de la mise en place des commissions pédagogiques constituées d'inspecteurs pédagogiques et administratifs, de chefs d'établissement et d'enseignants formés sur le rôle et les modalités de fonctionnement de la pyramide pédagogique, un détail loin d'être clair et qui a suscité une polémique au cours d'un débat assez intéressant qui s'est déroulé en l'absence du président de la commission contraint selon lui de donner la priorité à la session de l'APW.

Notons également l'absence des représentants de la Confédération des parents d'élèves censés être présents dans une opération d'une telle importance dont le centre d'intérêt n'est en fin de compte que l'avenir et le bien-être de leurs enfants. En définitive, il convient de rappeler que cinq sous-commissions ont été installées pour la mise en application de la circulaire ministérielle et qu'elles se réuniront quatre fois pour discuter de l'état d'avancement des programmes et évaluer les rendements scolaires de façon à définir les véritables raisons de l'échec aux examens pour en

préconiser les solutions pédagogiques qui puissent pallier les carences.

Saâdène Ammara

RCD

16e anniversaire du parti :
bon gré mal gré

Alors que le RCD s'apprête à célébrer le 16e anniversaire de sa naissance, le 14 février, ses militants de Bordj-Bou-Arreridj, cloîtrés dans un local sis à proximité d'un oued aux odeurs nauséabondes, commentent déjà à réfléchir à une formule qui puisse répondre au simple besoin de réunir les adhérents autour d'une formalité d'une table de fête, un destin lamentable d'un parti jadis à l'avant-garde de la résistance patriotique. En revanche, plus déterminé que jamais, le secrétaire général, M. Yahia Aïssa, un intellectuel avéré revigoré par le communiqué de Saïd Sadi, du 27 janvier 2005, se déclare prêt à relancer le mouvement à Bordj en opérant, cette fois-ci, dans la logique d'une communication de proximité faisant face à toutes "les épreuves" quelle que soit leur nature, tel que précisé par le communiqué du parti.

S. A.

KHENCHELA

L'idée des élus
de la commune

Selon un élu de la commune de Khenchela, le problème qui hante les esprits des habitants est en voie de résolution. Il s'agit en fait de l'unique cimetière de la ville qui a toujours posé problème pour les diverses assemblées qui se sont succédées. Le cimetière est abandonné. Tout le monde a constaté que des tombes sont profondément sans en connaître qui sont les auteurs. Parfois on attribue cela à des soulards ou des animaux errants, parfois des vaches qui broutent l'herbe lorsqu'elle est disponible, foulant des tombes et salissant les lieux par déjections. Des ossements de morts sont parfois visibles à travers les grands trous qu'occasionnent les intempéries et autres, surtout pour les très anciennes.

L'assiette foncière aussi est saturée ce qui pose également dans les opérations d'enterrement. Un élu devait nous dire que l'APC a innové en décidant de faire une clôture juste en face de l'actuel cimetière pour en faire un nouveau au milieu d'une forêt de pin d'Alep. Ni les arbres imposants avec une très forte densité, ce qui limite l'espace, ni la très forte déclivité du terrain en question n'ont dissuadé l'APC de rendre concret un projet sur lequel ont buté les assemblées précédentes, puisque, parfois le propriétaire d'un terrain convoité exige des sommes faramineuses. Même les appels lancés à travers les imams de certaines mosquées pour attirer les cœurs et sensibiliser les esprits n'ont pas abouti. Le nouveau cimetière, si le projet est finalisé bien entendu, se trouvera sur un terrain qui appartient à l'Etat.

A. Maâchi

Plus
de 2900 kg
de produits
importés
saisis

Plus de 2900 kg de produits importés (crèmes pâtisseries) ont été saisis à Annaba par les agents de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes de la Direction du commerce de la wilaya, a-t-on appris, hier, de sources hautement qualifiées.

Outre le défaut d'étiquetage, cette quantité de produits ne porte pas le nom et l'adresse de son importateur, précise-t-on de mêmes sources. Le montant global de la saisie s'élève à environ 12 millions de dinars.

Nabil Kebaïli